



## **REUNION AVEC LES CABINETS DES MINISTRES ( M. DE RUGY ET Mme WARGON) 16 AVRIL 2019**

L'UNSA constatant l'absence de Mme WARGON, ministre en charge du dossier OFB, quitte la réunion.

Les 4 organisations syndicales, font la déclaration commune suivante :

Monsieur le directeur de cabinet,

Tout d'abord merci de recevoir l'intersyndicale, des personnels de l'ONCFS et de l'AFB. Cette réunion revêt un caractère particulier puisqu'elle se déroule sous la pression des personnels, personnels bien décidés à ne pas se faire rouler dans la farine une nouvelle fois !

Plus de dix ans, douze ans même pour certains contractuels que, de rapports prometteurs en promesses non tenues l'administration promène les personnels de ces établissements publics.

Et les personnels ont bien compris que la création de ce nouvel établissement était un formidable levier pour infléchir la doctrine du toujours rien de Bercy! Un moment où au sein du gouvernement la voix des ministres en charge de l'environnement pouvait peser plus que celle du ministère de l'action et des comptes publics.

Nous ne vous rappellerons pas tout ce qui légitime les revendications des personnels. Vous êtes obligatoirement au courant et vous avez forcément déjà travaillé ces sujets avec votre administration.

Nous sommes venus chercher des réponses !

Considérez-vous les demandes du personnel que nous vous relayons comme injustifiées ou comme légitimes ?

Que portez-vous comme demande auprès de Bercy ?

Nul n'est dupe, et tout le monde ici sait l'extrême difficulté à travailler avec Bercy. Tout le monde sait aussi qu'au final c'est un arbitrage interministériel qui décidera ! Et que c'est la conviction et l'engagement de nos ministres qui feront le résultat.

Mais il y a aussi une autre certitude : Vous n'obtiendrez pas ce que vous n'aurez pas demandé !

En réponse, le Directeur de cabinet de Mme WARGON, ne fait que répéter les mesures déjà annoncées les 21 mars et 9 avril ! Seule nouveauté, l'arbitrage interministériel actant « le principe du passage des ATE en TE », mais sans délai ni modalité, a été mis par écrit !

Soumis à un feu de questions sur la position des ministres sur les revendications des personnels portées par l'intersyndicale, les réponses ne sont que détours et fuites pour ne pas y répondre.

NON les ministres ne portent pas un passage de tous les ATE en TE dès le 1<sup>ER</sup> Janvier 2020

NON les ministres ne considèrent pas que les postes de chefs de services actuels ou futurs relèvent de la catégorie A et donc a fortiori pour les autres postes de TE.

NON les ministres ne considèrent pas qu'il y a un problème avec le quasi-statut des personnels contractuels.

### **Ce que nous avons entendu aujourd'hui c'est que la position de nos ministres sur les sujets sociaux c'est la position de BERCY !**

Une nouvelle fois, vos représentants ont argumenté et défendu le bienfondé des revendications. A cette occasion nous avons découvert que l'Administration ne disait pas tout, loin s'en faut, aux cabinets des ministres !

- Par exemple, le passage des chefs de service et des TE experts en catégorie A serait une revendication « secondaire » des personnels ....Est-ce pour cacher son incapacité de faire ?

- Par exemple, les problèmes liés au quasi-statut seraient liés à sa mise en œuvre et ne nécessiteraient pas des demandes à BERCY et un arbitrage interministériel...

- Par exemple, la seule et unique solution pour les ATE serait un plan de requalification avec examen professionnel et étalé dans le temps à l'image de l'ONF (plan de requalification étalé sur 9 ans...mais terminé depuis 2009 !). Ce qui est bien évidemment faux : exemple des infirmières et des instituteurs à l'appui.... mais également au MTES où le dernier plan de requalification de C en B s'est fait au 2/3 par liste d'aptitude. A croire que l'Administration s'est déjà engagée avec les services de BERCY....

- Quant à l'usage abusif et injustifié des détachements sur contrat ou sur corps, des refus de PNA ou d'intégration dans les corps, visiblement le cabinet n'en avait jamais entendu parler !

### **Maintenant que nos ministres connaissent nos revendications hors des filtres des services, ils doivent AGIR !**

*Sur le nom de l'établissement, la ministre est hostile à l'ajout sénatorial du C (chasse) et souhaite la solution de l'Assemblée (OFB). Sur les effectifs de l'OFB, le directeur de cabinet assume la poursuite des réductions du schéma d'emploi (- 50 / an), tout en renvoyant au PLF 2020.*

Plus que jamais la mobilisation doit continuer et s'amplifier ! Un grand bravo à nos collègues de la région PACA, dont le boycott a conduit le préfigurateur à annuler sa rencontre à LAMBESC (13).

Un grand bravo à nos collègues des SD 04, 05 et Corse qui ont boycotté très majoritairement les visites de terrain du préfigurateur.

**Pas d'OFB sans reconnaissance des personnels, nous sommes menés en bateau depuis trop longtemps ...**

**Tout ce qui n'aura pas été obtenu avant le 1<sup>er</sup> Janvier ne pourra plus l'être avant longtemps !**

**L'intersyndicale ne peut rien sans vous...Une mobilisation unitaire s'impose !**